



RAPPORT ANNUEL

2022





RAPPORT ANNUEL

2022

Table de Matières

Sigles & abréviations	5
Mot du secrétaire exécutif	7
1. PROJETS MIS EN ŒUVRE	9
1.1 Programme d'appui au développement Sanitaire au Burkina (PADS)	10
1.2 Fourniture, dans un cadre communautaire sain et assaini, de services de prévention et de protection aux filles et aux garçons affecté-e-s par les situations d'urgence dans les communes de Gorom-Gorom, Markoye, Oursi, Tin-Akoff (provinces de l'Oudalan), les communes de Dori et Gorgadji (Province de Séno), les communes de Djibo, Kelbo, Tongomayel, Arbinda et Diguel (Province du Soum) dans la Région du Sahel	13
1.3 Appui à la résilience et à la réduction de la conflictualité dans les communes de Mopti au Mali et de Soum au Burkina Faso	28
1.4 Renforcer la gouvernance des zones frontalières pour consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits dans les régions du Sud- Ouest et des Cascades	34
1.5 Projet de renforcement des capacités locales pour la prévention des risques liés aux armes légères et de petit calibre » dans la région du Sud-Ouest.	40
1.6 « Renforcer la résilience des communautés affectées par la crise par l'offre de services intégrés de protection et d'éducation dans les régions du Centre Nord et de l'Est : Tilgre. » CHILDREN BELIEVE	43
1.7 « Réponse multisectorielle et intégrée aux besoins de protection et de nutrition des populations les plus affectées par la crise dans la région du Sahel » SAVE THE CHILDREN	46
1.8 « Joining Forces for Child Protection in Emergencies » GFFO « Unir nos forces pour la protection de l'enfance dans les situations d'urgence »	50
2. ACTIVITES AUTRES (HORS PROJETS)	55
3. ACQUIS & PERSPECTIVES	57
3.1. Acquis	58
3.2. Perspectives	58
4. SITUATION FINANCIERE	59
4.1. Situation financière au 31/12/2022	60
4.1. Etat d'avancement financière de la mise en œuvre des projets	60
CONCLUSION	62

Sigles & abréviations

ALPC	Arme libre et de petit calibre
A2N	Association Nodde Nooto
AERD	Association pour l'Éveil, la Responsabilisation et le Développement
BFRP	Burkina Faso Regional Programme
BCP	Bulletin communautaire de performance
CBPF	Country-based Pooled Funds
CECI	Centre Canadien d'Études et de coopération internationale
CNT	Conseil national de Transition
CCPE	cellule communautaire de protection de l'enfant
CONASUR	Comité National de Secours d'Urgence et de réhabilitation
DRC	Conseil Danois pour les Réfugiés
EAE	Espace Ami des enfants
EAGFA	Enfant enrôlés dans les actions des groupes et forces armés
ECLUD	Eveil club de Djibo
ENA/ES	Enfant non accompagné/enfant séparé
ER	Éducation aux risques
ETME	Élimination de la transmission mère enfant
FDS	Force de Défense et de Sécurité
FHRAOC	Fonds humanitaire régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
GOA	Groupe d'opposition armée
HPD	Document de programme humanitaire
IEC/CCC	Information Éducation Communication/Communication pour le Changement de Comportement
IRC	International Rescue Comitee
MAG	Mine advisory group
MATD	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation
MATD/CS	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale
NFM	Nouveau mécanisme de financement
OCHA	Bureau des nations unies pour la coordination des affaires humanitaires
OIM	Organisation Internationale pour les migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADEL	Programme d'Appui au Développement des Économies locales
PADS	Programme d'appui au Développement Sanitaire
PARIC	Programme d'Appui à la Résilience des Communautés
PBF	Peace Bulding fund
PCAS	Plan conjoint d'amélioration de santé
PDI	Personne Déplacé Interne
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire

PNUD	Programme National pour le Développement
PSUM	Province du Soum
PUS	Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS/BF)
SPONG	Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementale
SSR	Santé Sexuelle et Reproductive
UNHCR	Haut-Commissariat des nations unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des nations unies pour l'enfance
VAD	Visite à domicile
VBG	Violence basée sur le genre

Mot du secrétaire exécutif



Chers membres, partenaires et sympathisants de UNIJED Afrique, C'est avec une profonde gratitude que je vous adresse aujourd'hui ce rapport annuel, qui témoigne de notre engagement inébranlable envers notre mission malgré les défis persistants d'une crise sécuritaire et humanitaire majeure. Alors que nous faisons face à des circonstances complexes et souvent décourageantes, nous nous efforçons de rester fidèles à notre vision de l'espoir et du soutien envers les communautés les plus vulnérables.

Au cours de l'année écoulée, notre organisation a continué à œuvrer sans relâche pour apporter une aide vitale à ceux qui en ont le plus besoin. Nous avons témoigné de la souffrance humaine, de l'instabilité et des défis sécuritaires qui ont porté un coup dur sur certaines de nos zones d'interventions. Cependant, malgré ces obstacles, nous avons maintenu notre engagement envers les populations touchées, en mettant tout en œuvre pour leur offrir un soutien essentiel et des solutions durables.

La crise sécuritaire et humanitaire actuelle a exacerbé les besoins fondamentaux, mettant en péril la vie, la dignité et les droits de millions de communautés composées en majorité de femmes et d'enfants. Face à cette réalité, notre organisation avec l'accompagnement de ses partenaires a déployé des efforts inlassables pour fournir une assistance multisectorielle (protection de l'enfant, santé-nutrition, lutte contre les VBG, la cohésion sociale entre les communautés éprouvées...),

Cependant, nous sommes conscients que nos actions quand bien même significatives, restent insuffisantes face aux besoins sans cesse croissants. L'exacerbation, de la crise sécuritaire et humanitaire réduisant l'assistance humanitaire nécessitent une approche globale, coordonnée et solidaire. Ainsi, nous avons également renforcé nos partenariats avec d'autres organisations non gouvernementales locales et internationales, les agences internationales, la société civile, les clusters et sous clusters afin de maximiser notre impact et d'apporter une réponse concertée à ces crises.

En parcourant les pages de ce rapport, vous découvrirez les nombreuses réalisations et les défis auxquels nous avons été confrontés au cours de l'année 2022.

Nous savons que le chemin à parcourir est encore long, mais nous sommes déterminés dans le respect des principes et fondements humanitaires aux cotés de l'Etat et de nos partenaires potentiels actuels et futures à persévérer dans notre lutte contre l'injustice et la souffrance humaine. Nous restons résolu à défendre les droits fondamentaux, à renforcer la résilience des communautés et à bâtir des systèmes durables qui permettent à tous de vivre dans la dignité et la paix.

En conclusion, je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à notre travail humanitaire.

Bonne et heureuse année 2023

TRAORE Ismaël



01

**PROJETS
MIS EN ŒUVRE**



1.1 Programme d'appui au développement Sanitaire au Burkina (PADS)



Budget requis

6 320 000 F CFA

Durée de mise en œuvre

de Janvier à Décembre 2022

financé par le

Fonds mondial, Budget de l'Etat

Le PADS est une initiative conjointe du ministère de la Santé et de certains partenaires au développement. Son objectif principal est de contribuer au financement performant de la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire. Ce programme vise aussi, de façon spécifique, à contribuer de manière significative, à la mobilisation des ressources financières pour une mise en œuvre efficace et efficiente des interventions programmées dans le Plan national de développement sanitaire (PNDS), et à assurer la mise en place de mécanismes fonctionnels pour une gestion rationnelle des ressources financières à tous les niveaux du système de santé.

Dans un contexte de rareté des ressources et pour assurer la politique gouvernementale relative à la gratuité des soins, le PADS, finance prioritairement les activités de prévention et de prise en charge des maladies de la mère et de

l'enfant et améliore la qualité des cadres de concertation et de dialogue dans le secteur de la santé.

Ce financement se fait à travers la société civile à travers des structures nationales qui sont recrutées comme bénéficiaires principaux (BP), ensuite des bénéficiaires secondaires (BS) et au niveau opérationnel par les organisations à base communautaire d'exécution (OBC-E) qui sont les acteurs de mise en œuvre des interventions au profit des communautés.

Les actions de UNIJED/Afrique en tant que OBC-E ciblent le district sanitaire de Dori précisément dans la commune de BANI. Dans cette commune, l'expertise de l'UNIJED/Afrique est sollicitée pour conduire des activités de sensibilisation sur le paludisme au profit des populations des 56 villages que compte cette commune.

En 2021 le Burkina Faso a l'instar de plusieurs pays du monde entier a connu sa deuxième année consécutive de la pandémie de la COVID-19 avec la détection de plusieurs variant, qui a impacté les pays à plusieurs niveaux.

Les activités ont essentiellement porté sur la sensibilisation des populations sur

les manifestations de la maladie ainsi que les mesures barrières. Aussi, les activités régaliennes sur la lutte contre le paludisme notamment les causeries éducatives, les théâtres foras, les projections cinématographiques ont été réalisés au profit de la population.



On constate qu'au niveau de la ligne : Assurer le suivi immédiat post-campagne de l'utilisation des MILDA par les ASBC, il n'y pas eu d'engagement. Cela se justifierai que cette activité est tributaire de la distribution des MILDA et comme les MILDA n'ont pas été distribuées dans la région au cours de la période, on ne pouvait pas faire de décaissement.



Images A et B : Séance de théâtre forum sur le paludisme à Bani dans le district sanitaire de Dori

Les données chiffrées nous donnent le point suivant dans la table ci- après :

Tableau N°1 :

Résultats/Activités	Exécution physique			Exécution financière			Nombre de participants		
	Nombre d'activités prévues	Nombre d'activités réalisées	Taux d'exécution	Coût de prévision	Coût de réalisation	Taux de réalisation financière	H	F	Total
R1 : Réalisé des activités d'information, d'éducation et de communication pour le changement de comportement sur le paludisme	300 causeries	300 causeries	100%	2 070 000	2 070 000	100%	1 136	5 698	6 834
	16 projections de film	16 projections de film	100%	252 000	252 000	100%	129	330	459
Théâtre forum	1 Théâtre forum	1 Théâtre forum	100%	182 500	182 500	100%	25	65	90
Assurer le suivi immédiat post-campagne de l'utilisation des MILDA par les ASBC	46 sorties de suivi	0	0%	491 500	0	0%	0	0	0
Indemnités personnel & fonctionnement	-	-	-	3 816 000	3 816 000	100%	-	-	-
Total général	205	159	77,56%	6 812 000	6 320 000	92,78%	1 290	6 093	7 383



1.2 Fourniture, dans un cadre communautaire sain et assaini, de services de prévention et de protection aux filles et aux garçons affecté-e-s par les situations d'urgence dans les communes de Gorom-Gorom, Markoye, Oursi, Tin-Akoff (provinces de l'Oudalan), les communes de Dori et Gorgadji (Province de Séno), les communes de Djibo, Kelbo, Tongomayel, Arbinda et Diguel (Province du Soum) dans la Région du Sahel



Budget Total
426 044 900 FCFA
financé par le
UNICEF

Cibles prioritaires
Filles et garçons de 0 à 18 ans
Période de mise en œuvre
de Juillet à Décembre 2022

Zones d'intervention

Région du Sahel : Province du Séno : Gorgadji et Dori, Province de l'Oudalan : Gorom-Gorom, Markoye, Oursi, Tin-Akof, Province du Soum : Djibo, Arbinda Kelbo et Tongomayel, Province du Yagha : Mansila

Le Burkina Faso est confronté à une crise humanitaire complexe et sans précédent, avec une augmentation continue et rapide des besoins durant la période sous rapport (janvier -juin 2022). La violence quasi quotidienne affecte 10 des 13 régions du pays, touchant principalement les civils, et en particulier les femmes et les enfants.

Au 30 juin 2022, une grande partie de la population du Burkina est directement touchée par la violence et l'insécurité, et près de 10 % de la population a été déplacée à l'intérieur du pays (1,902 million de personnes). Le conflit a réduit l'accès des populations aux services sociaux de base, avec 3,5 millions de personnes dans le besoin d'assistance humanitaire dont 2,120,154 dans le besoin de protection.

Les violations du droit international humanitaire, l'insécurité et la violence menacent des vies et des moyens de subsistance, perturbent l'accès à la santé, à l'éducation et à l'eau, à l'assainissement et aux services d'hygiène, à la documentation civile, ainsi qu'au logement, à la terre et aux droits de propriété, augmentent les violations des droits de

l'Homme, la violence sexiste et les abus sexuels, et mettent en péril la cohésion sociale, ce qui entraîne un cercle vicieux de vulnérabilité.

Les déplacements forcés de populations provoqués par l'intensification du conflit sont également en constante évolution et s'observent dans 10 des 13 régions administratives du pays. Les partenaires et les acteurs observent toujours des violations des droits des populations civiles avant, pendant et après le déplacement, y compris dans les zones d'accueil ou d'installation des personnes déplacées internes. Les chocs psychologiques et les traumatismes provoqués par les violences surtout à l'endroit des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes vivant avec handicap constituent une préoccupation prééminente dans les zones à forts défis sécuritaires.

La majorité des déplacés est enregistrée dans les centres urbains (en général des chefs-lieux de région) et cette urbanisation non planifiée entraîne de fortes pressions sur les infrastructures, les terres et les autres ressources naturelles. La durée dans le temps des déplacements a fini par éroder les capacités de géné-



Séance d'initiation des enfants des EAE de Nianrara (Dori) aux dessins avec le chef de la session protection de UNICEF

rosité et d'hospitalité des communautés hôtes. L'hospitalité et la générosité, gages de coexistence pacifique, ont été mise à rude épreuve. La perte des moyens et la paupérisation (en lien étroit avec l'évolution du contexte) ainsi que les facteurs structurels inhérents à la situation du pays poussent une partie importante de la population déplacée à vivre dans des abris de fortune, inadéquats et dans la promiscuité. Dans les régions affectées par le déplacement, l'on enregistre des milliers de sans-abris ou de squatters dans des maisons abandonnées, dans des infrastructures publiques (école, université, stade ou marché).

Dans un tel contexte, l'exposition des enfants à la violence est de plus en plus exacerbée. Près de 25% des enfants âgés de 0 à 17 ans souffrent de violences physiques, d'abus et d'exploit-

tation diverses, tandis que la violence psychologique affecte plus d'un enfant sur quatre âgé de 0 à 17 ans.

La fermeture des écoles et des centres de santé dans plusieurs localités, la promiscuité et des infrastructures inadéquates exposent les enfants, en particulier les filles, à des risques de violence basée sur le genre, des abus et exploitation sexuelle.

Dans l'optique d'accompagner les efforts consentis par le gouvernement du Burkina Faso et dans la poursuite de la continuité de la réponse aux PDI et aux populations hôtes dans ses zones prioritaires l'UNICEF a renouvelé le document programme Humanitaire (HPD) qui le liait déjà avec UNIJED jusqu'en Mars 2022 puis par la suite jusqu'en Avril 2023.



Séance d'initiation des enfants des EAE Peti-Paris (Dori) aux dessins



L'objectif général du projet était de :

Contribuer à la fourniture de services de prévention et de protection aux filles et aux garçons affecté-e-s par les situations d'urgence dans les provinces de l'Oudalan, du Soum et du Séno.



Activité socio-récréative et sportives dans un EAE fixe de Gorgadji



Les Objectifs spécifiques poursuivis sont :

- Fournir de services communautaires de santé mentale et de soutien psychosocial aux enfants favorisant ainsi leur ré(in)sertion ;
- Fournir aux ENAES et EAFGA de services de recherche et de réunification familiale et/ou prise en charge alternative appropriée ;
- Améliorer l'accès des enfants et des femmes aux services de réponse, de mitigation de risques et de prévention des VBG et de la PSEA dans le contexte d'urgence sécuritaire et du COVID-19
- Renforcer les mécanismes communautaires de protection des enfants contre les abus, l'exploitation, les violences, y compris celles sexuelles et basées sur le genre.



Atelier de soutien psychosocial et de santé mentale aux enfants dans un EAE mobile de Gorgadji

Les résultats attendus du projet



Résultat 1 : 40 000 filles et garçons PDI y compris 20% de la communauté hôte) dont 52% de filles et 15% d'enfants handicapés bénéficient de services communautaires de santé mentale et de soutien psychosocial favorisant leur ré(in)sertion.



Résultat 2 : 450 enfants non accompagnés ou séparés (ENAES) et 30 EAFGA dont 52% de filles ont accès à des services de recherche, de réunification et de réintégration des familles, y compris à des soins alternatifs de proximité bénéficient de services de recherche et de réunification familiale et/ou prise en charge alternative appropriée.



Résultat 3 : 10 000 personnes notamment les filles et les garçons, les hommes et les femmes ont accès aux services de réponse, de mitigation de risques et prévention des Violences basées sur le genre, de Prévention de l'exploitation et abus sexuel (PSEA) dans le contexte d'urgence sécuritaire et du COVID-19.



Résultat 4 : Les mécanismes d'alerte communautaire sont développés et les capacités des communautés en termes de prévention des risques de protection de l'enfance y compris les violences basées sur le genre (VBG), de signalement et de référencement des cas d'abus, d'exploitation, de négligence et de réponse précoce aux préoccupations de protection de l'enfance sont renforcés y compris la détresse psychosociale des enfants et leurs familles.



Résultat 5 : 10 000 personnes notamment les filles et les garçons, les hommes et les femmes reçoivent des messages clés sur les bonnes pratiques en matière de nutrition, santé, vaccination et hygiène et 5000 enfants de moins de 5 ans (filles et garçons) fréquentant les EAE fixes y compris la stratégie mobile bénéficient de dépistage de la malnutrition aigüe, de référencement et de prise en charge dans les formations sanitaires.



L'un des 4 Espaces (VIP) amis des enfants mis en œuvre par UNIJED Afrique

Le tableau N°2 fait la synthèse des résultats obtenus :

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de réalisation des activités/R	Coût de réalisation financière/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Résultat 1									
Aménagement/Réaménagement et équipement de 4 espaces d'amis modèle amélioré, 15 espaces amis des enfants communautaires et 20 espaces en stratégie mobile.	1	1	100%	58 897 000	50 197 000	85,22%	21	20	95%
Organisation de 24 équipes mobiles pour les espaces amis des enfants en stratégie mobile dans les blocs d'habitation et dans les secteurs d'accueil des PDI isolés	1	1	100%	1 080 000	1 080 000	100%	29	29	100%
Organisation des activités psychosociales dans les EAE au profit de 49 000 enfants et adolescent (s) PDI et communautés hôtes y compris à travers des séances d'écoute et de prise en charge individuelles, collectifs et en famille tout en identifiant ceux à besoins spécifiques	6	6	100%	Cahier de charge des animateurs	Cahier de charge des animateurs	0%	49 000 enfants dont 20% des communautés hôtes	33 150 enfants dont 17 665 filles et 15 485 garçons	67,50%

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Identification, documentation et prise en charge des filles et de garçons en situation de handicap inclus dans les EAEs selon leurs besoins	1	1	100%	0	0	0%	264	562 enfants dont 282 filles et 280 garçons	100%
Accompagnement de proximité des familles d'accueil à la prise en charge des enfants en situation de prise en charge alternative : soutien psychosocial, fourniture de protection familiale (visite à domicile/ ca- chier de charge des psychologues et des gestion	1	1	100%	0	0	0%	300	308 enfants dont 120 filles, 149 garçons, 13 femmes et 30 hommes. (+de 100%)	100%
Identification, documentation et prise en charge de 900 filles et garçons à besoins spécifiques (enfants vic- times de VEDAN, enfants en situa- tion de travail, victimes des mines, enfants malades sans soins ou affec- tés par le COVID-19 etc.) au moyen du mécanisme de gestion de cas y compris l'organisation des confé- rences de cas	1	1	100%	9 000 000	6 750 000	75%	900 (dont 52% de filles)	1 048 en- fants (575 filles et 473 garçons)	100%

Activités	Exécution physique		Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur Réalisé	Indicateur prévu/par Activité	Taux
Appui en cash transfert à 200 familles ayant des enfants les plus vulnérables incluant 2% d'enfants en situation de handicap y compris les enfants affectés par le COVID-19	1	1	50%	3 622 500	50%	100	200 familles	50%
Formation/recyclage du personnel (équipe du projet) sur la PESU sur la Protection de l'Enfant en Situation d'Urgence (soutien psychosocial aux enfants et aux familles au niveau communautaire; identification et Gestion de cas : ENAS EAFGA, VE-DAN) et les technique d'animation d'un EAE, la gestion du stress et la santé mentale des enfants affectés, les techniques d'identification des signes de détresse psychologique chez les enfants y compris les techniques d'identification des enfants malnutris de 0 à 5ans avec appui technique de ACF et HI et de la DRS à Dori	5	5	100%	9 479 200	100%	149 acteurs (91 femmes et 56 hommes)	149 acteurs	100%

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Sensibilisation des populations déplacées et communautés hôtes sur les risques de violences, d'abus, d'exploitation et de séparation familiale, les risques EAFGA, éducation aux risques de mines (ERM), l'état civil, les VBG, les PFTE encourus par les enfants en situation de crise humanitaire y compris la santé mentale et soutien psychosocial.	2 800 causes	2 204 causes	73%	0	0	0%	75 000 personnes	131 012 personnes dont 40 188 filles, 38 701 garçons, 30 456 femmes et 21 667 hommes	100%
Formation de 30 jeunes (U report) -e-s des provinces du Séno, Oudalan et Soum sur : les compétences de vie courantes et sur leur rôles et engagement dans la promotion de la protection de l'enfant (abandon du mariage des enfants, prévention des violences faites aux enfants y compris les VBG et le recrutement des enfants par les groupes armés, la MHPSS...), la cohésion sociale (2 jours de formation)	1	1	100%	1 068 000	1 068 000	100%	30 jeunes (8 filles et 22 garçons U-Reporter	0	100%

Activités	Exécution physique		Exécution financière				Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Formation de 30 acteurs de la protection de l'enfant sur l'éducation au risque des mines	1	1	100%	882 000	882 000	100%	30 jeunes	30 (08 filles et 22 garçons)	
Résultat 2									
Identification et documentation des ENAES et EAFGA ou a risque d'association avec les forces et groupes armés à l'aide des outils nationaux harmonisés de collecte de données et de rapports sur la gestion des dossiers en collaboration avec l'action sociale	1	1	100%	675 000	550 000	81,48%	270 ENAS et EAFGA	366 (170 filles et 206 garçons) dont 254 ES	+100%
Prise en charge transitoire et alternative des ENAES et EFAGA : placement en famille d'accueil, prise en charge d'urgence, appui aux familles d'accueil vulnérables	1	1	100%	9 250 000	5 325 000	57,56%	270 ENAES et EFAGA	319 (151 filles et 168 garçons) dont 254 ES	
Appui à la réunification familiale, en kit de réintégration et en suivi post réunification des enfants ENAES et EAFGA	1	1	100%	2 800 000	1 137 500	40,62%	30 enfants ENAES et EAFGA	23 ENAS (8 filles et 15 garçons)	100%

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Nombre de filles et de garçons EN-AES et EAFGA réunifiés et réintégrés dans leurs familles (prise en charge d'urgence, appui aux familles d'accueil vulnérables)	1	1	33%						33%
Organisation de visites à domicile pour un meilleur accompagnement de proximité des familles d'accueil à la prise en charge des enfants en situation de prise en charge alternative : soutien psychosocial, fourniture de protection familiale	500	684 VAD	100%	0	0	0%	500	684 VAD	+100%
Résultat 3									
Organisation des séances de sensibilisation des femmes, filles et garçons sur l'atténuation des risques de VBG, la prévention ou d'intervention pour lutter contre la violence basée sur le genre	800	584	73%	0	0	0%	20 000 personnes	29 727 personnes dont 8 548 filles, 8 038 garçons, 167 femmes et 4 974 hommes	100%

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Organisation des causeries éducatives au profit des enfants et des adultes sur les mécanismes et l'accès à un canal sûr et accessible de dénonciation des abus et l'exploitation sexuels et des VBG	800	622 causées	78%	0	0	0%	20 000 personnes dont 15 personnes par séance	32 495 dont 9 844 filles, 10 147 garçons, 6 864 femmes et 5 640 hommes	100%
Prise en charge des femmes et des enfants (filles et garçons) en situation humanitaire survivants de violence basée sur le genre (VBG) ou victimes de PSEA.	1	1	Encours 5%	6 000 000	700 000	11,66%	200 femmes et aux filles	35 (15 femmes et 20 filles)	17,5%
Mise en place de mécanisme de feedback/ gestion des plaintes des cas de VBG et AES dans les 9 communes d'intervention (un mécanisme dans chaque secteur abritant un EAE)	19	07	36,84%	285 000	105 000	36,84%	19	07	36,84%
Commémoration des 16 jours d'activismes à DORI et 16 juin à Djibo	3	3	100%	4 500 000	3 000 000	66,66%	3 (16 jours d'activisme 16 juin et 20 novembre)	03 journées	100%

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Dotation de kit de dignité à 400 femmes et aux filles survivantes ou à risque des VBG	4	3	75%	12 000 000	8 020 000	66,83%	400 familles	267 familles	66,75%
Formation de 30 acteurs de première ligne sur l'orientation/référencement des survivants de VBG (10 policiers, 10 gendarmes et 10 agents de santé). Avec appui de UNICEF Ouaga	1	1	100%	1 511 500	1 511 500	100%	30 acteurs	22 hommes et 08 femmes	
Résultat 4									
Mise en place et redynamisation de 25 cellules communautaires de PE dans les quartiers/blocs/ villages accueillant IDPs (frais de restauration) avec prise en charge des services sociaux qui participent à la cérémonie de mise en place	25	25	100%	500 000	500 000	100%	25 CCPE	25 CCPE	100%

Activités	Exécution physique		Exécution financière				Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Appui à l'élaboration de plan d'action et accompagnement de 25 CCPE pour l'identification, le rapportage et la prise en charge au niveau communautaire des violences faites aux enfants; le soutien psychosocial aux enfants et leurs familles; le rapportage des enfants sans actes de naissance (équipement des CCPE en kit de rapportage)	25	25	100%	1 250 000	1 250 000	100%	25 Plans	25 Plans	100%
Formation de 80 membres des cellules de protection des enfants (CCPE) sur la prévention des violences, abus et exploitation contre les enfants; la séparation familiale; la surveillance et le rapportage des violences notamment les VBG/AES y compris dans le contexte de COVID 19, leurs rôle et responsabilités; l'enregistrement des naissances et la santé mentale et le soutien psychosocial (Djibo et Gorom-Gorom)	1	1	100%	8 632 000	8 632 000	100%	80 Membres de CCPE	141 membres CCPE dont 44 femmes et 97 hommes	100%

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Résultat 5									
Formation de l'équipe du projet (39 animateurs principaux, 3 gestionnaires de cas, 2 superviseurs, 3 psychologues, 1 chef de projet) y compris les 24 animateurs communautaires de Djibo sur le dépistage/référencement de la malnutrition aigüe et les messages clés sur les bonnes pratiques de nutrition, santé hygiène et vaccination (1 session de 2 jours) à Dori et Djibo	1	1	100%	2 880 000	2 880 000	100%	149 acteurs (91 femmes et 56 hommes)	149 acteurs (91 femmes et 56 hommes)	0%
Formation des animateurs communautaires de l'Oudalan et du Séno (93 animateurs communautaires) sur le dépistage/référencement de la malnutrition aigüe et les messages clés sur les bonnes pratiques de nutrition, santé hygiène et vaccination (2 sessions de 2 jours chacune/ 33 participants ont Gorom-Gorom et 60 participants à Dori)	1	1	100%	2 300 000	2 300 000	100%			

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/bar Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Nombre de séances de sensibilisations et de causerie organisées au profil des enfants (filles et garçons), les adolescentes, adolescents fréquentant les EAE ainsi que leurs parents ou accompagnants (hommes et femmes) sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation du jeune enfant et du nourrisson, d'amélioration de la couverture vaccinale chez l'enfant, d'une hygiène saine pour une croissance saine de l'enfant	800	833 séances de causeries	100%	0	0	0%	22 000	45 684 personnes dont 12 263 filles, 12 016 garçons, 12 345 femmes et 9 060 hommes	100%
Dépistage de la malnutrition des enfants de 0 à 5 dans les EAE et de la communauté et référés dans les formations sanitaires	50 000 enfants de moins de 5 ans	36 794	73,58%	0	0	0%	5 000 enfants de moins de 5 ans	36 794 enfants de dont 20 631 filles et 16 163 garçons.	100%



1.3 Appui à la résilience et à la réduction de la conflictualité dans les communes de Mopti au Mali et de Soum au Burkina Faso



Budget période
43 731 901 FCFA
financé par le
Union Européenne

Durée totale
48 mois (de Septembre 2020 à Aout 2024)
Période de mise en œuvre
6 mois (de juillet à Décembre 2022)

Les crises politiques et sécuritaires qui secouent le Mali et le Burkina depuis 2012 et 2014 ont un impact dévastateur sur l'activité économique et les conditions de vie des populations les plus enclavées et défavorisées. Dans ces zones, l'intensification des opérations militaires et des représailles par les groupes armés non-étatiques a conduit au retrait progressif des rares représentants de l'Etat présents et à l'interruption des services sociaux de base (ex : éducation, santé, justice, administration). Au dernier trimestre 2018, la plupart des élus municipaux de Baraboulé, Pobé Mengao, Nassoumbou et Diguel sont partis à Djibo, voire à Ouagadougou d'où ils appuient les derniers services publics encore fonctionnels.

En mi-septembre 2019, les forces de police de Djibo se sont repliées sur Ouagadougou, arguant de leur incapacité à protéger efficacement la ville et ses environs du fait de la perte de terrain enregistrée par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Parallèlement, au Mali, les trois sous-préfets et deux des trois maires de Hairé, Mondoro et Hombori se sont relocalisés à Douentza. L'insécurité grandissante a également déclenché des déplacements massifs de population, principalement au Burkina.

C'est au regard de ce qui précède que la délégation de l'Union Européenne (DUE) a lancé des appels à projets dans le cadre du Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces transfrontaliers du G5 Sahel.

C'est à la faveur de cet appel à projet que le Programme d'appui à la résilience et à l'inclusion des communautés (PARIC) a vu le jour avec pour objectif d'apporter un appui à la résilience et à la réduction de la conflictualité dans les communautés de Mopti au Mali et de Soum au Burkina Faso.

Il est à cheval entre le Mali (Région de Mopti, cercle de Douenza) et le Burkina Faso (Région du Sahel, province du Soum)

Le PARIC est un consortium de cinq (05) organisations dont deux (02) internationales (International Rescue Committee,

IRC), Solidarités International (SI) et trois locales (UNIJED et AGED au Burkina) et DELTA SURVIE au Mali.

Le lead du PARIC est assuré par IRC, Solidarités international assure le Co-lead et les trois autres organisations des co-demandeurs.

Il est prévu pour durer 48 mois de septembre 2020 à Août 2023.

UNIJED AFRIQUE s'occupera du volet « Gouvernance et cohésion sociale » dans le consortium avec une enveloppe estimée à quatre cent trente-cinq millions huit cent soixante-douze mille (435 872 000) francs CFA.



Le programme a pour objectif général de contribuer à améliorer les conditions de vie, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et face aux conflits, et la cohésion sociale des populations vulnérables dans les communes les plus fragiles du Liptako-Gourma.

Il se décline en deux objectifs spécifiques et cinq résultats que sont :



Objectifs spécifiques :

- **OS1 :** Renforcer les moyens d'existence des populations agricoles et pastorales, en renforçant de manière durable et structurelle la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- **OS2 :** Appuyer les communautés et les institutions locales dans la prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale.



Images A et B : repas communautaire après la tenue de la 1ère journée des communautés
Le 4 février 2023 à Djibo

Résultats attendus :**Résultat 1 :**

Favoriser l'accès de 2 318 ménages très vulnérables à un système de protection sociale

**Résultat 2 :**

192 690 personnes ont accès aux services nutritionnels de base

**Résultat 3 :**

4 068 ménages voient leurs moyens d'existence préservés, renforcés et diversifiés ; 2 318 ménages très pauvres bénéficient d'un paquet multisectoriel d'assistance

**Résultat 4 :**

Les relations entre les habitants et les représentants des autorités de l'État dans les communes du projet sont améliorées

**Résultat 5 :**

La cohésion sociale, la prévention et la gestion des conflits sont améliorées, au profit des habitants des communes du projet



Images A et B : repas communautaire après la tenue de la 1ère journée des communautés Le 4 février 2023 à Djibo

Les activités réalisées au cours du semestre sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Bilan d'exécution physique et financière des activités au (Périodicité)

Tableau synthèse d'exécution physique et financière des activités

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution en fonction des prévisions du semestre	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Résultat 4 : Amélioration des relations des habitants et des représentants des autorités de l'Etat dans les communes du projet (141 754 personnes au Mali et 155 634 personnes au Burkina Faso soit 297 388 personnes au total)									
Activité P.1 : Appui aux PFC en crédit mensuel de communication téléphonique pour assurer le suivi des infractions et autres violations des droits humains et faire le rapport	1	1	100%	4 209 000	3 370 800	80%	61	40	65,57%
Activité 4.1 : Analyse de la gouvernance locale	1	1	100%	945 000	945 000	100%	1	1	100%
Activité 4.2 : Information des citoyens sur leurs droits et devoirs vis-à-vis des autorités	3	3	100%	9 840 000	9 640 000	97,96%	1 55 634	75 499	48,51%
Activité 4.3 : Appui à l'amélioration de la redevabilité des services médico-nutritionnels	4	1	25%	4 233 000	1 530 000	18,07%	8	2	25%
Activité 4.4 : Appui à l'amélioration de la gouvernance et de la redevabilité des autorités locales	3	3	100%	6 721 000	2 473 500	36,80%	83	37	44,57%

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution en fonction des prévisions du semestre	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des actifs/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Activité 4.5 : Appui aux PFC pour le suivi des infractions commises par les agents de l'Etat et les élus	1	1	100%	275 000	275 000	100%	61	40	65,57%
Résultat 5 : Amélioration de la cohésion sociale, de la prévention et de la gestion des conflits pour les habitants des communes du projet (141 754 personnes au Mali et 155 634 personnes au Burkina Faso soit 297 388 personnes au total)									
Activité 5.1: Analyse des conflits et des vulnérabilités	1	1	100%	Atelier couplé à l'atelier de restitution de la l'analyse de la gouvernance	-	-	1	1	100%
Activité 5.3: Formation d'un comité Appui à la mise en œuvre des plans communautaires	1	1	100%		2 972 000	100%	120	120	100%
TOTAL PROGRAMME				29 195 000	21 205 800	72,63%			

Le nombre de personnes touchés au cours des activités par tranches et sexe

Activités	Femmes		Hommes		Garçons		Filles		TOTAL
	Avec handicap	Sans handicap	Avec handicap	Sans handicap	Avec handicap	Sans handicap	Avec handicap	Sans handicap	
	Activité P1 : Appui aux PFC en crédit mensuel de communication téléphonique pour assurer le suivi des infractions et autres violations des droits humains et faire le rapport	0	6	0	36	0	0	0	
Activité 4.1 : Analyse de la gouvernance locale	0	9	0	55	0	0	0	0	64
Activité 4.2 : Information des citoyens sur leurs droits et devoirs vis-à-vis des autorités	0	35 346	0	37 739	0	1 392	0	1 022	75 499
Activité 4.3 : Appui à l'amélioration de la redevabilité des services médico-nutritionnels	0	11	0	26	0	0	0	0	37
Activité 4.4 : Appui à l'amélioration de la gouvernance et de la redevabilité des autorités locales	0	19	0	158	0	0	0	0	177
Activité 4.5 : Appui aux PFC pour le suivi des infractions commises par les agents de l'Etat et les élus	0	8	0	32	0	0	0	0	40
Activité 5.1 : Analyse des conflits et des vulnérabilités	0	9	0	55	0	0	0	0	64
Activité 5.3: Formation d'un comité Appui à la mise en œuvre des plans communautaires (formations de 120 Ambassadeurs de paix)	0	30	0	30	0	30	0	30	120



1.4 Renforcer la gouvernance des zones frontalières pour consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits dans les régions du Sud- Ouest et des Cascades



Budget requis
150 999 502 F CFA
 Budget période
82 106 652 F CFA
 financé par le
Fonds de consolidation de la paix PBF

Durée totale
**16 mois (de Juin 2022
 à Septembre 2023)**
 Période de mise en œuvre
de Juillet à Décembre 2022

Longtemps cité comme un modèle de stabilité et de cohésion sociale dans une région confrontée à de multiples crises et violences, Burkina Faso fait aujourd'hui face à des attaques de groupes armés de plus en plus fréquents, violents et meurtriers, et à une recrudescence du nombre de conflits intra et intercommunautaires. Initialement localisée dans les régions du Sahel et du Nord en 2015, l'insécurité s'est propagée sur presque l'ensemble du territoire national et depuis 2018 dans les régions du Sud-Ouest et des Cascades.

La détérioration de la situation sécuritaire dans ces deux régions entrave et inhibe les efforts de développement et remet en cause les conditions de paix et de cohésion sociale. On estime à plus de 1 741 655 millions de Personnes Déplacées Internes (PDI) enregistrées à la date du 28 Février 2022 selon le Conseil

National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). Dans leur quête de sécurité et de paix, les populations se déplacent pour la plupart, vers des centres urbains notamment les chefs-lieux de régions, de provinces et de communes. La situation des PDI contribue ainsi à accélérer une tendance à l'exode rural ; ce qui n'est pas sans poser des problèmes pour les enfants et les filles en matière de protection, d'abus, d'exploitation, de traite et d'accès aux services sociaux de base dans ce contexte d'urbanisation accélérée.

Le rapport 2021 de l'ONAPREGECC sur l'Etat des conflits communautaires au Burkina Faso en 2021 a conclu que les conflits les plus cités sont les conflits fonciers avec une fréquence de 86%, suivi des conflits entre agriculteurs/éleveurs avec une fréquence de 72%, des conflits liés à la chefferie traditionnelle

avec 47%. Les conflits faiblement cités sont les conflits intra religieux avec une fréquence de 7% et les conflits interethniques avec 12% de fréquence.

Pour la région du Sud-Ouest, le même rapport indique que 29 conflits communautaires ont été recensés au cours des trois premiers trimestres de l'année 2021 repartis entre 10 conflits fonciers, 7 conflits entre agriculteurs et éleveurs contre 7 ethniques, 3 religieux et 2 minières. Au-delà des défis liés à l'inadéquation entre l'offre de services sociaux de base (eau, éducation et protection) les installations des PDI, à l'échelle des espaces territoriaux communaux, qu'elles soient temporaires ou à long terme peuvent être des sources potentielles de conflits liés à l'usage du sol. Il est donc nécessaire de mettre en place une réponse pour assurer la protection des enfants contre les violences, les abus, l'exploitation et partant de contribuer au renforcement de la gouvernance des zones frontalières dans le but de consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits.

De même le foncier est une problématique qui touche à la fois à des enjeux de

sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources naturelles, de gouvernance démocratique, de maintien de la paix et de croissance économique. Il constitue l'un des rares objets du développement nécessitant de travailler autant sur la répartition des facteurs de production que sur l'accès au droit et à la citoyenneté.

Bien qu'il soit difficile d'obtenir des données spécifiques sur les groupes armés non étatiques qui recrutent et utilisent des enfants, des rapports récents révèlent que des enfants ont participé et perpétré les attaques de Solhan en juin 2021 qui ont tué 138 personnes dans la région du Sahel. Les déplacements de populations ont également entraîné l'effondrement des mécanismes de protection communautaire et la rareté des actions participatives nécessaires pour faire face à ces risques. L'insécurité et la pandémie de COVID-19 ont également contribué à la fermeture des écoles rendant 4,2 millions d'enfants plus vulnérables au recrutement par des groupes armés non étatiques.

Le programme s'inscrit dans les priorités et les politiques nationales notamment



Atelier de formation des membres du réseau communal de protection de l'enfant RCPE de Boussoukoura

le Programme d'urgence pour le Sahel mis en place par le Gouvernement pour faire face aux défis sécuritaires que connaît le pays d'avril 2015 initialement dans les régions du Sahel et du Nord suivi d'une extension dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Est en juin 2019. Le PUS-BF a pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions sécuritaires et à la réduction de la vulnérabilité des populations. Le programme est aussi en cohérence avec l'axe 1 du PNDS II « consolider la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix.

Le programme est en outre aligné sur la stratégie nationale de la gestion des frontières adoptée en 2015 (SNGF) qui ambitionne de faire des espaces frontaliers des zones aménagées et dynamiques où règnent la paix, la sécurité et la prospérité d'ici à 2025 ».

Enfin, il est en adéquation avec la politique nationale genre (PNG) dont l'ambition est d'apporter des solutions à long terme aux inégalités entre sexes et faire prendre en compte les préoccupations des groupes défavorisés dans le processus de développement local.

En réponse à cette crise, le Gouvernement et la communauté internationale ont investi massivement dans une réponse sécuritaire traditionnelle. Si l'attention accordée à la sécurité est à la fois justifiée et urgente, la compréhension des facteurs qui ont causé et/ou permis cette flambée de la violence, des besoins et des attentes des populations (y compris ceux des femmes et des enfants) en matière de sécurité ainsi que l'adaptation en conséquence des efforts des acteurs locaux, nationaux et internationaux sont tout aussi essentiels pour rétablir une paix durable.

Pour adresser l'ensemble des problèmes ci-dessus énumérés, le programme développe une approche transfrontalière permettant de soutenir une initiative conjointe pour que le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire puissent faire face ensemble à un problème commun qui amplifie la vulnérabilité des populations notamment des enfants/jeunes. En outre, il encourage la coopération transfrontalière, un des facteurs clés pour assurer la stabilité à long terme dans la région du Sud-Ouest.



Remise de motocyclettes aux DP action sociale du Poni et du Noumbiel ainsi que des services sociaux de Kambi et Boussoukoula pour faciliter la mobilité des agents

Le nombre de personnes touchées au cours des activités par tranches et sexe

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Nombre de participants		
	Nombre d'activités prévues	Nombre d'activités réalisées	Taux d'exécution	Coût de prévision	Coût de réalisation	Taux de réalisation financière	H	F	Total
R1 : Les services sociaux de base sont renforcés dans les régions transfrontalières entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire avec un focus sur l'approvisionnement en eau potable, lutte contre la traite et l'exploitation des enfants et l'engagement des jeunes comme acteurs de changement positifs dans leurs communautés									
Produit 1.1 : L'accès à l'eau potable est amélioré dans les communautés rurales frontalières à travers la mise à disposition d'infrastructures fonctionnelles	4	1	25%	3 842 800	428 800	11,15%	7	0	7
Produit 1.2 : Les enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation, de traite ou d'abus ont accès à des services de protection renforcés qui fournissent une réponse holistique à leurs besoins de protection dans un contexte transfrontalier influencé par les groupes armés non étatique	7	7	100%	26 076 450	21 366 350	82%	618	337	955
Produit 1.3 : Les connaissances et les capacités des 100 000 adolescents et jeunes sont renforcées pour jouer un rôle positif dans l'adoption de comportement favorable à la paix et la cohésion sociale	6	6	100%	17 775 280	17 220 280	97%	3 672	2 655	6 327

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Nombre de participants		
	Nombre d'activités prévues	Nombre d'activités réalisées	Taux d'exécution	Coût de prévision	Coût de réalisation	Taux de réalisation financière	H	F	Total
R2 : D'ici à 2022, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits locaux renforcés intègrent les jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne dans la prévention et le règlement des conflits locaux de manière efficiente dans les régions du Sahel, du Nord et de l'Est	6	6	100%	24 530 522	23 294 222	94,96%	234	82	316
Salaires personnel & Fonctionnement	-	-		20 127 000	19 797 000	98%	-	-	-
Total général	23	20	87%	92 352 052	82 106 652	89%	4 524	3 074	7 598



1.5 Projet de renforcement des capacités locales pour la prévention des risques liés aux armes légères et de petit calibre » dans la région du Sud-Ouest



Budget période

33 878 500 FCFA

financé par le

Mine Advisory Group MAG

Durée de mise en œuvre

4 mois (Septembre à Décembre 2022)

Le Burkina n'échappe pas aux crises que rencontrent les autres pays de la région du Sahel. Longtemps cité comme un modèle de stabilité et de cohésion sociale dans une région confrontée à de multiples crises et violences, le pays fait aujourd'hui face à des attaques de groupes armés de plus en plus fréquents, violents et meurtriers, et à une recrudescence du nombre de conflits intra et intercommunautaires.

La montée de l'insécurité sur presque l'ensemble du territoire national et depuis 2018 dans les régions du Sud-Ouest et des Cascades entravent et inhibent les efforts de développement et remettent en cause les conditions de paix et de cohésion sociale. On estime à plus de 1 741 655 millions de Personnes Déplacées Internes (PDI) enregistrées à la date du 28 Février 2022 selon le Conseil Natio-

nal de Secours d'Urgence (CONASUR). Dans leur quête de sécurité et de paix, les populations se déplacent pour la plupart, vers des centres urbains notamment les chefs-lieux de régions, de provinces et de communes.

L'installation des PDI, à l'échelle des espaces territoriaux communaux, qu'elles soient temporaires ou à long terme peuvent être des sources potentielles de conflits liés à plusieurs facteurs dont l'usage du sol. La communautarisation de la crise dans certaines contrées du pays fait que nous assistons à une exacerbation des tensions entre certaines communautés qui se caractérisent par la stigmatisation, le repli identitaire qui si mesures idoines ne sont pas prises en compte peuvent aboutir à des situations dramatiques.

C'est dans ce sens que l'organisation britannique Mine advisory Group à travers sa composante « Réduire la violence armée » en Afrique de l'ouest par le biais de la gestion des armes et des munitions et des activités de sécurité communautaires impliquant le genre a procédé au recrutement d'un partenaire de mise en œuvre dans la région du Sud-Ouest pour la mise en œuvre des activités.

L'objectif principal est de contribuer à la réduction de la violence armée à travers la sensibilisation sur les risques liés aux

armes légères et de petit calibre (ALPC) au niveau communautaire et l'adoption de comportements sûrs par des personnes vivants dans les zones affectées.

Les activités consisteront à former des acteurs communautaires pour la préparation des activités d'analyse de contexte et de collecte de données, la conduite d'activités d'éducation aux risques d'ALPC dans sept communes du Sid-Ouest que sont : Batié, Dissin, Kampti, Boussera, Boussoukoula, Tiankoura et Ouessa.



Session ER ALPC dans la commune de Tiankoura



Session ER ALPC dans la commune de Zambo

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Nombre de participants		
	Nombre d'activités prévues	Nombre d'activités réalisées	Taux d'exécution	Coût de prévision	Coût de réalisation	Taux de réalisation financière	H	F	Total
R1 : Collecte de données pour l'analyse du contexte (focus group)	324	328	101,23%	7 573 500	7 573 500	100%	1 737	1 245	2 989
R2 : Éducation aux risques liés aux armes légères et de petit calibre (ALLPC)	506	506	100%	24 705 000	24 705 000	100%	9 022	6 560	15 551
Total général	830	834	100,48%	32 278 500	32 278 500	100%	10 759	7 805	18 564



1.6 « Renforcer la résilience des communautés affectées par la crise par l'offre de services intégrés de protection et d'éducation dans les régions du Centre Nord et de l'Est : Tilgre. » CHILDREN BELIEVE



Budget requis
13 396 192 FCFA
financé par le
FHRAOC/CHILDREN BELIEVE

Durée de mise en œuvre
11 mois (Juillet 2022 à Mai 2023)
Période de couverture
Juillet à décembre 2022

Le Fonds Humanitaire Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (FHRAOC) est un fonds commun humanitaire pour la région du Sahel, destiné à intensifier les réponses régionales et à assurer la cohérence par-delà les frontières.

le FHRAOC a été initié pour étendre ce type de fonds à des contextes plus variés tel que celui de la crise du Sahel et de manière plus rentable. Ces fonds devraient permettre de :

- Soutenir la réponse humanitaire dans les pays où la mise en place du Country-based Pooled Funds (CBPF) n'est pas optimale ;
- Soutenir une réponse humanitaire

cohérente aux urgences régionales,

- Promouvoir la collaboration trans-frontalière et les synergies entre les allocations des enveloppes pays ;
- Elargir l'accès au financement direct pour les ONG, y compris les organisations nationales et/ou locales ;
- Promouvoir des initiatives globales qui améliorent la qualité de l'aide et de la réponse humanitaire.

Ce fonds s'adresse essentiellement aux organisations non gouvernementales de la communauté humanitaire mais également aux agences des nations unies travaillant dans l'humanitaire.

Le processus d'activation de l'enveloppe Burkina Faso, a été enclenché depuis la mi 2022 par OCHA, dont une mission du siège y a séjourné et rencontrer les différents acteurs. L'éligibilité à ces fonds par les ONG locales et internationales passe par un processus de diligence qui donne le quitus aux ONGs déclarées aptes de soumettre des projets.

C'est dans ce cadre que UNIJED AFRIQUE est en partenariat avec Children Believe comme structure de mise en œuvre dans la région du Centre-Nord.

Children Believe (CB) est une organisation canadienne de développement in-

ternational centrée sur l'enfant qui travaille à l'amélioration de la qualité de vie des enfants et des jeunes. CB rêve d'un monde où chaque enfant a une voix et la capacité de réaliser son plein potentiel.

C'est une ONG qui intervient dans le domaine de l'éducation, la santé, la nutrition, les droits et la protection de l'enfant, la participation, et la promotion de l'égalité du genre. CB crée un avenir d'espoir pour les enfants, les familles et les communautés en les aidant à développer les compétences et les ressources nécessaires pour surmonter la pauvreté et l'injustice.



Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par	Indicateur Réalisé	Taux
<p>Résultat : Organisation des activités de sensibilisation et/ou d'atténuation des risques des violences basées sur le genre dans les communautés cibles (formation et renforcement de capacité de 2000 femmes, filles et garçons sur l'atténuation des risques de VBG, et de 6000 enfants et adultes sur les mécanismes d'accès à un canal sûr pour dénoncer les SEA) en utilisant l'approche SASA</p>									
Activité 1 : Séances de sensibilisation et de causeries éducatives	NID	ND	100%	Sans coût	Sans coût	RAS	8000 enfants (filles, garçons) et femmes touchées par les sensibilisations	8934 enfants touchés dont 5500 enfants (3250 filles, 2250 garçons) et 3434 femmes touchées par les sensibilisations	100%

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financier/R	Indicateur prévu/par	Indicateur Réalisé	Taux
Résultat 2 : Trois séances de Formation / renforcement de capacité des femmes, filles et garçons sur l'atténuation des risques de VBG à Barsalougho, Kongoussi et Tougouri									
Activité 2 : Formation des femmes et jeunes filles sur les réductions des risques de VBG (Kongoussi, Barsalougho, Tougouri)	03	03	100%	850 152	850 152	100%	60 personnes à touchés pour les séances de formations	75 personnes touchés pour les formations à Tougouri, Barsalougho, et Kongoussi	100%
Formation/renforcement des capacités des adultes sur les mécanismes d'accès à un canal sûr pour dénoncer les SEA en utilisant l'approche SASA à Barsalougho, Kongoussi et Tougouri									
Activité 3 : Formation des adultes sur les mécanismes d'accès à des canaux sûr pour dénoncer les SEA (Kongoussi, Barsalougho, Tougouri)	03	02	83,33%	850 152	750 152	85,29%	75 personnes à toucher par les séances de formation	50 personnes touchés pour les formations	66,66%
TOTAL								03	88,88%



1.7 « Réponse multisectorielle et intégrée aux besoins de protection et de nutrition des populations les plus affectées par la crise dans la région du Sahel » SAVE THE CHILDREN



Budget requis

39 231 540 F CFA

financé par le

FHRAOC/CHILDREN BELIEVE

Durée de mise en œuvre

11 mois (Juillet 2022 à Mai 2023)

Période de couverture

Juillet à décembre 2022

Le Fonds Humanitaire Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (FHRAOC) est un fonds commun humanitaire pour la région du Sahel, destiné à intensifier les réponses régionales et à assurer la cohérence par-delà les frontières.

Le FHRAOC a été initié pour étendre ce type de fonds à des contextes plus variés tel que celui de la crise du Sahel et de manière plus rentable. Ces fonds devraient permettre de :

- Soutenir la réponse humanitaire dans les pays où la mise en place du Country-based Pooled Funds

(CBPF) n'est pas optimale ;

- Soutenir une réponse humanitaire cohérente aux urgences régionales ;
- Promouvoir la collaboration transfrontalière et les synergies entre les allocations des enveloppes pays ;
- Elargir l'accès au financement direct pour les ONG, y compris les organisations nationales et/ou locales ;
- Promouvoir des initiatives globales qui améliorent la qualité de l'aide et de la réponse humanitaire.

Ce fonds s'adresse essentiellement aux organisations non gouvernementales de

la communauté humanitaire mais également aux agences des nations unies travaillant dans l'humanitaire.

Le processus d'activation de l'enveloppe Burkina Faso, a été enclenché depuis la mi 2022 par OCHA, dont une mission du siège y a séjourné et rencontré les différents acteurs. L'éligibilité à ces fonds par les ONG locales et internationales passe par un processus de due diligence qui donne le quitus aux ONGs déclarées aptes de soumettre des projets.

C'est dans ce cadre que UNIJED AFRIQUE est en partenariat avec Save the Children comme structure de mise en œuvre.

En rappel **Save the Children** est l'une des plus grandes ONG de défense de droit des enfants qui travaille dans des contextes humanitaires et de dé-

veloppement avec des enfants et des partenaires afin d'obtenir des résultats tangibles pour qu'ils **survivent, apprennent** et soient **protégés**. Save the Children, dont la fondatrice Eglantyne Jebb a été pionnière de la codification du Droit des enfants, a célébré ses **100 ans** en 2019.

Au Burkina Faso, **Save the Children** s'est lancé depuis les années 1980 dans le domaine de la promotion et de la défense des droits de l'enfant en réponse à la grande sécheresse de 1970. L'organisation lancera officiellement ses programmes pour la première fois au Burkina Faso en 1982.

Au Burkina Faso l'ONG est présente dans sept (7) régions : le Centre-Nord, le Nord, le Sahel, la Boucle du Mouhoun, **les Hauts-Bassins, les Cascades et le Sud-Ouest**.



Activité de focus groupe à OUESSA sur les ALPC avec les jeunes

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Résultat : Fournitures, produits de base, matériaux (intrants du programme)									
Activité 1 : Acquisition de Kits de prise en charge d'urgence des enfants en besoin de protection (vêtements, nourriture, matériel d'hygiène.) 87 enfants pour 2 provinces	09	06	66,66%	4 119 600	4 119 600	100%	87	87	100%
Activité 2 : Appui aux familles d'accueil en leur fournissant de la nourriture et du matériel de couchage pour s'occuper des enfants accueillis (47 enfants pour 2 provinces)							47	47	100%
Activité 3 : Appui en vivres aux familles d'accueil (1 sac 100 kg maïs, 1 sac 25 kg riz par trimestre en 2 trim) (5 familles x 2 trimestres x 2 provinces).							10	10	100%
Résultat 2 : Renforcement des capacités des centres de santé abritant des PDI : Formation et appui en matériels médico-techniques (par les partenaires)									
Activité 1 : Formation de l'équipe projet sur la protection de l'enfant en situation d'urgence à Dori							1	1	100%

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs	
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur Réalisé	Taux
Activité 2 : Identification, enregistrement et soutien des enfants non accompagnés et séparés (UASC) par le biais de la recherche et du regroupement familial (FTR)							300 enfants enregistrés	100%
Activité 3 : Soutien au plan d'action des cellules communautaires							3	100%
Activité 4 : Acquisition de Kits de prise en charge d'urgence des enfants en besoin de protection (vêtements, nourriture, matériel d'hygiène.							150	100%
Résultat 3								
Activité 1 : Assistance alimentaire aux déplacés de Déou et de BANI							200	100%
TOTAL							09	88,88%



1.8 « Joining Forces for Child Protection in Emergencies » GFFO « Unir nos forces pour la protection de l'enfance dans les situations d'urgence »



Budget requis
184 977 906 F CFA
Budget période
48 904 754 FCFA
financé par le
Ministère Allemand des affaires étrangères GFFO

Durée de mise en œuvre
24 mois (Juillet 2022 à Juin 2024)
Période de couverture
Juillet à décembre 2022
Période de mise en œuvre
Juillet à décembre 2022

Le Burkina Faso est actuellement confronté à une crise humanitaire sans précédent liée à une forte insécurité marquée par des attaques des groupes armés non étatiques et des conflits communautaires. La récurrence de ces attaques et menaces des groupes armés non étatiques, ainsi que les différentes opérations de lutte contre ces groupes ont provoqué progressivement de déplacements massifs des populations de plusieurs régions du pays.

Selon les données fournies par le CO-NASUR, le nombre des personnes déplacées internes s'accroît de plus en plus au vu de la répétition des attaques terroristes dans le pays. Le Burkina

Faso a enregistré 1.902.150 personnes déplacées internes (PDI) à la date du 30 avril 2022, soit une hausse de 2,77% par rapport au mois de mars. Environ 80% de ces PDI sont des femmes et des enfants. Toutes les régions du pays sont touchées, néanmoins les régions du Centre-nord et du Sahel cumulent à elles seules 78% des personnes déplacées internes. Ces personnes déplacées internement forment des ménages pour la plupart vulnérables avec la présence de nombreux enfants en bas âge accompagnés, non accompagnés et séparés, des enfants associés aux forces et groupes armés, des personnes et enfants vivant avec un handicap, des femmes et filles

chef de ménage, des ménages sans revenus et qui font permanemment face à des conditions de vie soudainement précaires et difficiles : difficultés de faire face aux problèmes de santé et de soins, difficultés de logements, de nourriture et absence d'eau potable, absence de documents d'état civil.

C'est dans ce cadre que Joining Forces for Child Protection in Emergencies (JF-CPIE) financé par le Ministère Fédéral Al-

lemand des Affaires Etrangères (German Federal Foreign Office – GFFO) à travers un consortium d'ONG internationales et locales dont le lead est assuré par PLAN INTERNATIONAL Allemagne.

Au Burkina, WW GVC est le demandeur principal avec UNIJED Afrique comme structure de mise en œuvre. Le projet intervient dans deux provinces du Sahel dont le Soum et l'Oudalan.

Le projet poursuit les objectifs suivants :



Objectif global : Amélioration de la protection des filles, des garçons et des adolescentes (< 18 ans) vulnérables grâce à l'accès à des services et à des soutiens protection de l'enfance de qualité en matière de prévention, de mitigation et de réponse.



Objectifs spécifiques :

- Faire connaître aux enfants les risques liés à la protection de l'enfance et des moyens de rester en sécurité grâce à leur participation ;
- Apprendre aux parents/tuteurs d'enfants une meilleure connaissance des comportements de soins et de protection des enfants dont ils ont la charge ;
- Susciter au sein des communautés la confiance en leur capacité à prévenir et à répondre aux risques liés à la protection des enfants.





Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Résultat : les filles, les garçons, les adolescentes vulnérables ont amélioré leurs connaissances, leurs compétences et leurs capacités à se protéger de la violence.									
Activité 1 : Sensibiliser les enfants et les adolescents par le biais d'activités telles que des campagnes, des ateliers, des théâtres forums, des émissions de radio et des médias sociaux sur la protection des enfants et les risques de YSBG.	05	05	90%	17 744 423	17 744 423	100%	5 400 Bénéficiaires	12 079 Bénéficiaires	+100%
	08	08	100%			100%	08 EAE créés	08 EAE créés	100%
Activité 2 : Créer des espaces sûrs inclusifs (fixes et mobiles) et les équiper de matériel inclusif, culturellement et adapté à l'âge des enfants et des adolescents.									
Activité 3 : Fournir un soutien psychosocial et les premiers soins psychologiques aux enfants et aux adolescents									

Activités	Exécution physique			Exécution financière			Indicateurs		
	Nombre d'activités prévues pour le semestre	Nombre d'activités réalisées sur la totalité des activités semestrielles prévues [1]	Taux d'exécution (en fonction des prévisions du semestre)	Coût de prévision initial	Coût de réalisation des activités/R	Taux de réalisation financière/R	Indicateur prévu/par Activité	Indicateur Réalisé	Taux
Résultat 2 : amélioration de la coordination de la protection de l'enfance par la planification stratégique, le partage d'informations, le renforcement des capacités et des procédures opérationnelles standard afin d'améliorer la programmation humanitaire pour les enfants vulnérables et de réduire les risques de protection des enfants.									
Activité 1 : Trois (03) formations de Deux jours ont été organisées à Djibou et à Gorom-Gorom sur la PESU au profit des communautés hôtes et des PDI									
Activité 2 : Formation de (04) jours sur la protection de l'enfance en situation d'urgence	06	06	100%			100%	06	06	100%
Activité 3 : Formation de deux (02) jours des facilitateurs communautaires sur la PSEA à Djibo et Gorom-Gorom									
Participation à des rencontres de coordination									
Activité 1 : Participation aux Rencontres des clusters	ND	02	ND	RAS	RAS	ND	ND	ND	ND
TOTAL							04	04	100%



02

ACTIVITES AUTRES (HORS PROJETS)

2.1 Autres projets



- Accompagnement de la direction provinciale des sports et loisir du Poni pour l'organisation d'une journée communautaire et de loisir à Kampti le 24 Septembre 2022 ;
- Organisation de l'atelier de cadrage à Loumbila les 1ers et 2 décembre 2022 ; (2 036 000) ;
- Appui à l'organisation de l'atelier de formation en management à Ouagadougou du 27 au 29 décembre (3 498 250)
- Appui à la réfection de la garderie de la garderie de l'association Nomwaya des femmes en décembre 2022 ; (100 000)
- Appui à l'organisation de l'arbre de Noël de la direction provinciale du Poni en décembre 2022 ; (112 000)
- Révision du plan stratégique UNIJED (1 500 000) F CFA ;
- Conduite d'une étude sur la mise en œuvre du projet PESU à Dori (750 000) F CFA.

2.2 Difficultés rencontrées



- La sévérité de l'accès dans certaines zones d'intervention par nos équipes ;
- Le blocus imposé par les GOA limitant toute activité sur bon nombre de la zone d'intervention ;
- L'absence de moyens de communication et de connexion internet ;
- La crise alimentaire dans certaines zones à forts défis sécuritaire impactant les activités ;
- La mobilité du personnel.



03

ACQUIS
&
PERSPECTIVES

3.1 Acquis

- L'ouverture officielle et l'équipement du bureau du Centre-Nord (Kaya) ;
- Organisation du ravitaillement cargo pour le transport de vivres pour le personnel de Djibo ;
- La formation du STAFF en management et rédaction de rapports ;
- Acquisition d'un groupe électrogène de 12 KVA dans le cadre du PARIC pour le bureau de Djibo ;

3.2 Perspectives

Au titre des perspectives,

- Ouverture d'un sous bureau à Dédougou et Banfora qui dépendra du bureau de Gaoua ;
- Recrutement de STAFF complémentaires (chargé de programme, une assistante de direction, un gestionnaire de subventions
- L'évaluation du projet protection de l'enfance à Dori dont la fin est prévue pour fin Avril



04

SITUATION FINANCIÈRE

4.1 Situation financière au 31/12/2022

Le montant total des ressources mobilisées par l'UNIJED/AFRIQUE au titre de l'année 2022 est de Quatre cent soixante-douze millions huit mille quatre-vingt-huit (472 008 088) francs CFA

SOURCES	MOBILISE (F CFA)	DEPENSE (F CFA)	ENGAGEMENT (F CFA)
Frais de gestion, contribution aux salaires et aux fonctionnements des projets, cotisation des membres et les frais d'adhésion	472 008 088	462 142 225	

Le montant total des dépenses est de de Quatre cent soixante-deux millions cent quatre deux mille deux cent vingt-cinq (462 142 225) francs CFA.

4.2 État d'avancement financière de la mise en oeuvre des projets

UNIJED/Afrique au cours de l'année 2022 a conduit huit (08) projets avec une enveloppe financière de l'ordre de Quatre cent soixante-douze millions huit mille quatre-vingt-huit (472 008 088) francs CFA.

Il s'agit des projets :

- Le PADS/PROGETTOMONDO est financé par le Fonds Mondial ;
- Le projet de protection de l'enfant en situation d'urgence (Protection) financé par UNICEF ;
- Le PARIC est financé par l'Union européenne dans le cadre du programme de développement d'urgence (PDU) ;
- Le projet de renforcement de la gouvernance des zones frontalières pour consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits dans les régions du Sud-Ouest et des Cascades est un projet financé par PBF.
- Le Projet Joining Forces for Child Protection in Emergencies » GFFO ;
- Le projet « Réponse multisectorielle et intégrée aux besoins de protection et de nutrition des populations les plus affectées par la crise dans la région du Sahel » SAVE THE CHILDREN/FRAOC ;
- Le projet « Renforcer la résilience des communautés affectées par la crise par l'offre de services intégrés de protection et d'éducation dans les régions du Centre Nord et de l'Est : Tilgre. » CHILDREN BELIEVE/FRAOC ;
- Le projet de renforcement des capacités locales pour la prévention des risques liés aux armes légères et de petit calibre » dans la région du Sud-Ouest (MAG).

En résumé, la situation budgétaire desdits projets est logée dans le tableau ci-dessous.

N° Ordre	Projets/Programme	Financement	Budget du programme F-CFA	Budget Semestre 2 F-CFA	Montant mobilisé F-CFA	Montant dépensé F-CFA	Disponible sur fonds reçu	Taux d'exécution
1	PADS/PROGETTOMONDO	Fonds Mondial/Etat	-	3 425 000	3 425 000	3 425 000		100%
2	Pojet de protection de l'enfant en situation d'urgence	UNICEF	325 488 885	234 703 700	234 703 700	232 863 200	1 840 500	99,21%
3	PARIC	Union Européenne	435 872 275	-	43 731 901	43 731 901	0	100%
4	Projet de renforcement de la gouver- nance des zones frontalières pour consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits dans les régions du Sud-Ouest et des Cascades	Peace Building Fund PBF	94 993 052	50 329 230	50 329 230	45 064 130	5 265 100	90%
5	Mines Advisory Groupe	GFFO	-	33 878 500	39 305 000	39 305 000	0	100%
6	Réponse multisectorielle et intégrée aux besoins de protection et de nutrition des populations les plus affectées par la crise dans la région du Sahel	FHRAOC/ SAVE	-	39 231 540	39 231 540	37 133 779	2 097 761	94,65%
7	Renforcer la résilience des commu- nautés affectées par la crise par l'offre de services intégrés de protection et d'éducation dans les régions du Centre Nord et de l'Est : Tiligre.	FHRAOC	-	13 396 192	7 166 963	6 504 461	662 502	90,76%
8	Joining Forces for Child Protection in Emergencies	GFFO	184 977 906	48 904 754	48 904 754	48 904 754		
9	Activités hors projets				5 210 000	5 210 000	0	
	TOTAUX				472 008 088	462 142 225	9 865 863	97,90%

CONCLUSION

L'année 2022 a connu une hausse significative de mobilisation des ressources financières par rapport à l'exercice précédent, cette hausse s'explique par le fait du relèvement du niveau de financement d'une part et l'amélioration du nombre de partenaire pour la période concernée.

En résumé, l'année 2022 a connu une consommation budgétaire de quatre cent soixante-deux millions cent quarante deux mille deux cent vingt-cinq (462 142 225) francs CFA sur une mobilisation de l'ordre de Quatre cent soixante-douze millions huit mille quatre-vingt-huit (472 008 088) francs CFA soit un taux d'exécution de 97.90% contre 78,56% pour le semestre précédent.

BP 217 DJIBO, Province du Soum
Bureau pays : OUAGADOUGOU, Cité An 3, Avenue du capitaine KOANDA
Djibo : 24 56 08 09/76 56 90 16/79 10 59 88
Ouagadougou : 70 85 90 64/64 06 09 89
Dori : 72 16 59 78/74 37 12 03
Ouahigouya : 70 04 35 60/64 36 56 20
Facebook : @Unijed.Afrique
Twitter : @UnijedAfrique
Email : unijedsoum2002@yahoo.fr • unijed.afrique@unijed.org
Site web : www.unijed.org